

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 2001 op de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 oktober 2001, bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor het jaar 2002, worden de dotaties van de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie berekend aan de hand van een van de volgende formules :

1° rekenkundig gemiddelde van de dotaties toegekend in 2000 en 2001;

2° verlenging van de in 2001 toegekende dotatie.

De Minister belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie beslist, door één van de twee formules bedoeld in het eerste lid te kiezen, over de formule die aan het geheel van de inrichtingen van onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap moet worden toegepast.

Elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van inrichtende machten beslist, door één van de twee formules bedoeld in het eerste lid te kiezen, over de formule die aan het geheel van de inrichtingen van onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de inrichtende machten waarvan hij de leiding heeft, moet worden toegepast.

**Art. 2.** § 1. Elke inrichting van de Franse Gemeenschap, met de toestemming van het uitvoerend bureau van de coördinatieraad voor onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 1998 tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht mogen een deel van hun lestijdendotatie besteden aan het geheel van de volgende activiteiten : lestijden die worden omgezet in omkaderingsbetrekkingen bij toepassing van artikel 111, § 1, 6° lid, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, vergadering van de studieraad, toegangsverrichtingen, verrichtingen voor pedagogische opvolg, voor sanctie van studies en van pedagogische en technische expertise.

§ 2. De in § 1 bedoelde periodes kunnen, op gecumuleerde wijze, geen totaal van 2000 lestijden en 8 percent van de lestijdendotatie bedoeld in artikel 82 van voornoemd decreet van 16 april 1991, overschrijden.

**Art. 3.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

**Art. 5.** De Minister van de Franse Gemeenschap tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS



F. 2002 — 1304

[C - 2002/29121]

**31 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires et supérieures**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 juillet 1990 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 3;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et des prêts d'études, donné le 10 octobre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant par un mois;

Vu l'avis n° 32.722/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi modifié par l'arrêté du 30 mai 1987 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1<sup>er</sup> § 1<sup>er</sup>. Les demandes d'allocations d'études supérieures doivent être introduites au moyen des formules dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Enseignement qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

Deux formulaires doivent être introduits : le formulaire qui reprend les informations permettant de statuer sur l'admissibilité à une allocation d'études est appelé formulaire d'admissibilité et le formulaire qui reprend les informations permettant l'octroi d'une allocation d'études est appelé formulaire d'octroi.

§ 2. Le formulaire d'admissibilité doit être introduit par tous les demandeurs avant le 1<sup>er</sup> août précédant le début de l'année académique envisagée.

L'introduction du formulaire d'admissibilité peut être faite au-delà de la date du 1<sup>er</sup> août dans les cas suivants :

- a) le décès de la personne ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge;
- b) l'hospitalisation d'une durée de 30 jours consécutifs au moins du candidat ou de la personne ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge
- c) la perte de l'emploi principal du candidat ou de la personne ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge, sans qu'aucune indemnité ne soit allouée;

Dans ces cas, la demande est introduite avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

Ces motifs ne sont toutefois admis que si les situations invoquées se sont produites après le 1<sup>er</sup> juin précédant l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

D'autres cas exceptionnels peuvent être reconnus par décision du Gouvernement sur proposition du Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

Dans ces cas également, la demande est introduite avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

§ 3. Le formulaire d'octroi doit être introduit par tous les demandeurs au plus tard le 31 octobre de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

L'introduction du formulaire d'octroi peut être faite au-delà de la date du 31 octobre dans les cas de force majeure suivants :

- a) la communication tardive au candidat des résultats de l'année d'études antérieure ou de toute délibération concernant son admission dans l'année académique envisagée, pour autant que ce retard soit imputable exclusivement aux autorités habilitées à décider de ces résultats ou de cette admission;
- b) la situation de passage conditionnel du demandeur, pour autant que la délibération portant sur les matières de l'année académique antérieure ait lieu avant le 15 février de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

Dans ces cas, la demande est introduite avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

D'autres cas exceptionnels peuvent être reconnus par décision du Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Ministre qui a l'octroi des allocations et prêts d'études dans ses attributions.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 17 juillet 1990 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi modifié par l'arrêté du 26 avril 1993 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>. Les demandes d'allocations d'études secondaires doivent être introduites au moyen des formules dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Enseignement qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

Deux formulaires doivent être introduits : le formulaire qui reprend les informations permettant de statuer sur l'admissibilité à une allocation d'études appelé formulaire d'admissibilité et le formulaire qui reprend les informations permettant l'octroi d'une allocation d'études appelé formulaire d'octroi.

§ 2. Le formulaire d'admissibilité doit être introduit par tous les demandeurs avant le 1<sup>er</sup> août précédant le début de l'année scolaire envisagée.

L'introduction du formulaire d'admissibilité peut être faite au-delà de la date du 1<sup>er</sup> août dans les cas suivants :

- a) le décès de la personne ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge;
- b) l'hospitalisation d'une durée de 30 jours consécutifs au moins de la personne ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge;
- c) la perte de l'emploi principal de la personne ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge, sans qu'aucune indemnité ne soit allouée.

Dans ces cas, la demande est introduite avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année scolaire pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

Ces motifs ne sont toutefois admis que si les situations invoquées se sont produites après le 1<sup>er</sup> mai précédant l'année scolaire pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

D'autres cas exceptionnels peuvent être reconnus par décision du Gouvernement sur proposition du Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

Dans ces cas également, la demande est introduite avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année scolaire pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

§ 3. Le formulaire d'octroi doit être introduit par tous les demandeurs au plus tard le 31 octobre de l'année scolaire pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

L'introduction du formulaire d'octroi peut être faite au-delà de la date du 31 octobre dans le cas de communication tardive au candidat des résultats de l'année d'études antérieure ou de toute délibération concernant son admission dans l'année scolaire envisagée, pour autant que ce retard soit imputable exclusivement aux autorités habilitées à décider de ces résultats ou de cette admission.

Dans ce cas, la demande est introduite avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée.

D'autres cas exceptionnels peuvent être reconnus par décision du Gouvernement sur proposition du Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

§ 4. Les demandes d'allocations d'études secondaires doivent être adressées :

- a) au Service des allocations d'études secondaires de la Province où est situé l'établissement que le candidat fréquentera pendant l'année scolaire pour laquelle l'allocation est sollicitée;

b) au Service des allocations d'études secondaires de la Province du Brabant, s'il s'agit de candidats poursuivant leurs études à l'étranger.

**Art. 3.** Deux alinéas sont introduits à l'article 3 du même arrêté entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3. Ils sont formulés comme suit : « L'élève qui n'a jamais, au cours de sa scolarité dans l'enseignement secondaire, répété ou suivi une année d'études d'un niveau égal ou inférieur à celle qu'il a déjà faite, et qui sollicite une allocation d'études pour effectuer la 1<sup>re</sup>, la 3<sup>e</sup> ou la 5<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire, introduit une demande valable pour deux années d'études. Pour la première année, l'allocation est versée dans le respect de l'article 6, § 2, du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983. Pour la deuxième année, l'allocation est versée à partir du 15 septembre de l'année scolaire.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'élève dont la situation financière ou celle des personnes qui en ont la charge s'est détériorée pendant la première des deux années est autorisé à introduire une demande la deuxième année afin que son allocation puisse être réajustée. De même, l'élève qui abandonne ses études au terme de la première des deux années considérées est tenu d'en avertir ou d'en faire avertir le service des allocations d'études avant le 1<sup>er</sup> août qui suit la fin de cette première année. Dans ce cas, celui-ci ne procède pas au versement de l'allocation de la deuxième année. »

**Art. 4.** Par mesure transitoire, pendant les années scolaires ou académiques 2002-2003 et 2003-2004, le Service des allocations d'études prend en considération les formulaires d'admissibilité qui lui seront adressés après la date limite du 31 juillet, pour autant qu'ils lui parviennent avant le 1<sup>er</sup> novembre.

**Art. 5.** Le Ministre qui a les Allocations et les Prêts d'Etudes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 janvier 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

VERTALING

N. 2002 — 1304

[C — 2002/29121]

**31 JANUARI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de procedure voor het indienen van de aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor secundair en hoger onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 tot vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs, en van de voorwaarden voor het toekennen van die studietoelagen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden van de toekenning van die toelagen, inzonderheid op de artikelen 1 en 3;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen en -leningen, gegeven op 10 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 november 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van maximaal één maand;

Gelet op het advies nr. 32.722/2 van de Raad van State, gegeven op 21 januari 2002, bij toepassing van artikel 84, 1ste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 mei 1985 tot vaststelling van de procedure voor het indienen van de aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs, en van de voorwaarden voor het toekennen van die studietoelagen, gewijzigd bij besluit van 30 april 1987, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 1. § 1. De aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor hoger onderwijs moeten ingediend worden door middel van formulieren waarvan het model is vastgesteld door de Minister voor Onderwijs tot wiens bevoegdheid de studietoelagen en -leningen behoren.

Twee formulieren moeten worden ingediend : het formulier met de informatie voor het nemen van een beslissing betreffende de toelating tot een studietoelage wordt toelatingsformulier genoemd en het formulier met de informatie voor de toekenning van een studietoelage wordt toekenningsformulier genoemd.

§ 2. Het toelatingsformulier moet door alle aanvragers worden ingediend voor 1 augustus die het begin van het betrokken academiejaar voorafgaat.

Het indienen van het toelatingsformulier mag in de volgende gevallen na 1 augustus gebeuren :

a) Het overlijden van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de kandidaat of die de kandidaat ten laste heeft;

b) De opneming in een ziekenhuis voor een duur van ten minste dertig opeenvolgende dagen van de kandidaat of een van de personen die in het onderhoud van de kandidaat voorziet of die de kandidaat ten laste heeft;

c) Het verlies van de hoofdbetrekking door de kandidaat of de persoon of een van de personen die voorziet in zijn onderhoud of die de kandidaat ten laste heeft, zonder dat enige vergoeding wordt uitgekeerd;

In deze gevallen wordt de aanvraag ingediend vóór 1 maart van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Deze redenen worden evenwel slechts aanvaard als de aangehaalde gebeurtenissen zijn voorgekomen na 1 juni vóór het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Andere uitzonderlijke gevallen kunnen erkend worden bij beslissing van de Regering op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de studietoelagen en -leningen behoren.

Ook in deze gevallen wordt de aanvraag ingediend voor 1 maart van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

§ 3. Het toekenningsformulier moet door alle aanvragers uiterlijk worden ingediend op 31 oktober van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Het indienen van het toekenningsformulier mag gebeuren na 31 oktober in de volgende gevallen van overmacht :

a) de te late mededeling aan de kandidaat van de uitslagen van het vorige studiejaar of van elke beraadslaging betreffende zijn toelating tot het betrokken academiejaar, voor zover deze vertraging uitsluitend toegeschreven kan worden aan de overheid die bevoegd is om over deze uitslagen of deze toelating te beslissen;

b) Het geval van voorwaardelijke overgang van de aanvrager, voor zover de beraadslaging die handelt over de materies van het voorafgaand academiejaar plaatsgrijpt voor 15 februari van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

In deze gevallen wordt de aanvraag ingediend vóór 1 maart van het academiejaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Andere uitzonderlijke gevallen kunnen erkend worden bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort.

**Art. 2.** Artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen voor studietoelagen voor het secundair onderwijs moeten worden ingediend en van de voorwaarden van de toekenning van die toelagen, gewijzigd bij besluit van 26 april 1993, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 1 § 1. De aanvragen tot het bekomen van studietoelagen voor secundair onderwijs moeten ingediend worden door middel van formulieren waarvan het model is vastgesteld door de Minister voor Onderwijs tot wiens bevoegdheid de studietoelagen en -leningen behoren.

Twee formulieren moeten worden ingediend: het formulier met de informatie voor het nemen van een beslissing betreffende de toelating tot een studietoelage wordt toelatingsformulier genoemd en het formulier met de informatie voor de toekenning van een studietoelage wordt toekenningsformulier genoemd.

§ 2. Het toelatingsformulier moet door alle aanvragers worden ingediend vóór 1 augustus die het begin van het betrokken schooljaar voorafgaat.

Het indienen van het toelatingsformulier mag in de volgende gevallen na 1 augustus gebeuren :

a) Het overlijden van de persoon of van een van de personen die voorziet in het onderhoud van de kandidaat of die de kandidaat ten laste heeft;

b) De opneming in een ziekenhuis voor een duur van ten minste dertig opeenvolgende dagen van de persoon of een van de personen die in het onderhoud van de kandidaat voorziet of die de kandidaat ten laste heeft;

c) Het verlies van de hoofdbetrekking door de persoon of een van de personen die voorziet in zijn onderhoud of die de kandidaat ten laste heeft, zonder dat enige vergoeding wordt uitgekeerd;

In deze gevallen wordt de aanvraag ingediend vóór 1 maart van het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Deze redenen worden evenwel slechts aanvaard als de aangehaalde gebeurtenissen zijn voorgekomen na 1 mei vóór het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Andere uitzonderlijke gevallen kunnen erkend worden bij beslissing van de Regering op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de studietoelagen en -leningen behoren.

Ook in deze gevallen wordt de aanvraag ingediend vóór 1 maart van het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

§ 3. Het toekenningsformulier moet door alle aanvragers uiterlijk worden ingediend op 31 oktober van het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Het indienen van het toekenningsformulier mag gebeuren na 31 oktober ingeval de kandidaat te laat op de hoogte is gebracht van de uitslagen van het vorige studiejaar of van elke beraadslaging betreffende zijn toelating tot het betrokken academiejaar, voor zover deze vertraging uitsluitend toegeschreven kan worden aan de overheid die bevoegd is om over deze uitslagen of deze toelating te beslissen.

In deze gevallen wordt de aanvraag ingediend voor 1 maart van het schooljaar waarvoor de studietoelage wordt aangevraagd.

Andere uitzonderlijke gevallen kunnen erkend worden bij beslissing van de Regering op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort.

§ 4. De aanvragen om studietoelagen voor secundair onderwijs mogen worden gestuurd :

a) naar de Dienst voor studietoelagen voor secundair onderwijs van de Provincie waar de inrichting is gevestigd die de kandidaat zal bezoeken gedurende het schooljaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd;

b) naar de Dienst voor studietoelagen voor secundair onderwijs van de Provincie Brabant, als het kandidaten betreft die in het buitenland studeren.

**Art. 3.** Twee leden worden ingevoegd in artikel 3 van datzelfde besluit tussen het tweede en het derde lid. Zij luiden als volgt : « De leerling die gedurende zijn schoolbezoek in het secundair onderwijs nooit een schooljaar heeft overgedaan of gevolgd heeft van een niveau dat gelijk is aan of lager is dan het niveau van het reeds gevolgde studiejaar en die een studietoelage aanvraagt om het 1<sup>e</sup>, het 3<sup>e</sup> of het 5<sup>e</sup> jaar van het secundair onderwijs te volgen, dient een aanvraag in die geldig is voor twee studiejaar. Voor het eerste jaar wordt de toelage uitgekeerd overeenkomstig artikel 6, § 2, van het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983. Voor het tweede jaar wordt de toelage uitgekeerd vanaf 15 september van het schooljaar.

In afwijking van het vorig lid wordt de leerling waarvan de financiële situatie of die van de personen die hem ten laste hebben, verslechterd is gedurende de eerste twee jaren, toegelaten het tweede jaar een aanvraag in te dienen opdat zijn toelage kan worden aangepast. Ook is de leerling, die zijn studies opgeeft op het einde van het eerste van de twee betrokken jaren, ertoe gehouden de Dienst voor studietoelagen ervan op de hoogte te brengen vóór 1 augustus volgend op het einde van dit eerste jaar. In dit geval beschikt deze laatste niet over de uitkering van de toelage van het tweede jaar. »

**Art. 4.** Bij overgangsmaatregel neemt de Dienst voor studietoelagen gedurende de school- of academiejaren 2002-2003 en 2003-2004 de toelatingsformulieren in aanmerking die hem zullen worden opgestuurd na de uiterste datum van 31 juli, voor zover hij deze verkrijgt vóór 1 november.

**Art. 5.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Studietoelagen en -Leningen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 januari 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1305

[C - 2002/27346]

#### 27 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention pour la réalisation de certains aménagements cynégétiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 1<sup>er</sup>sexies, inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 août 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse, donné le 19 avril 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 28 novembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas le mois;

Vu l'avis 32.998/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention est accordée pour la réalisation de certains aménagements cynégétiques sur les territoires de chasse en Région wallonne, à savoir, l'installation de gagnage pour petit et grand gibier, l'implantation ou le semis d'essences de brout et la création de couverts pour petit gibier.

Par territoire de chasse, on entend le territoire dont la superficie chassable est définie à l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et sur lequel une personne physique ou morale détient le droit de chasse.

Par gagnage, on entend toute parcelle aménagée par l'homme dans le but d'augmenter les ressources alimentaires du gibier.

**Art. 2.** La subvention est accordée au propriétaire de la parcelle sur laquelle les aménagements cynégétiques visés à l'article 1<sup>er</sup> sont réalisés, ou au titulaire sur cette parcelle d'un droit réel en emportant l'usage.

Le bénéficiaire de la subvention peut être une personne de droit public ou de droit privé.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La subvention pour l'installation de gagnage pour petit et grand gibier ou pour la création de couverts pour petit gibier est accordée aux conditions suivantes :

1° le gagnage ou le couvert doit être installé au moyen d'un mélange de semences appartenant à des espèces végétales différentes, susceptible d'assurer une couverture végétale pérenne de la parcelle ou, à défaut, à même d'apporter de la nourriture au gibier au moins pendant toute la période hivernale jusqu'au début du printemps;

2° le gagnage ou le couvert ne peut être installé :

a) à moins de 100 mètres d'un puits de captage ou d'un lac de barrage (sauf pour le petit gibier);

b) à moins de 25 mètres d'un cours d'eau ou d'un fonds de vallée (sauf pour le petit gibier);

c) à moins de 15 mètres d'une zone de sources;

d) sur les sols renseignés sur les cartes pédologiques comme sols hydromorphes, paratourbeux ou tourbeux;

3° l'apport d'amendements ne peut avoir lieu que si une analyse chimique du sol a été réalisée au préalable et si les résultats de cette analyse l'exigent;

4° le demandeur doit maintenir en place sur la parcelle faisant l'objet de la subvention, un gagnage ou un couvert tel que visé au point 1°, pendant une durée de cinq ans au moins;